

Rapport du Conseil économique du Canada, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 21(1) de la *Loi sur le Conseil économique du Canada*, chapitre E-1, et de l'article 75(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Rapport des opérations effectuées en vertu de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles* pour l'année terminée le 31 décembre 1970, en conformité de l'article 13 de ladite loi, chapitre F-3, S.R.C., 1970.

Rapport des opérations effectuées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* pour l'année terminée le 31 décembre 1970, en conformité de l'article 11 de ladite loi, chapitre S-10, S.R.C., 1970.

Copies d'une lettre, en date du 17 septembre 1971, adressée par le premier ministre du Canada au premier ministre du Québec au sujet des allocations familiales et de la politique sociale. (Texte français).

Rapport du directeur des enquêtes et recherches, *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions* pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 49 de ladite loi, chapitre C-23, S.R.C., 1970.

Rapport sur le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens en vertu de l'article 70(1) de la *Loi sur les Indiens* pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 70(6) de ladite loi, chapitre I-6, S.R.C., 1970.

Décrets, Ordonnances et Règlements statutaires publiés dans la Partie II de la Gazette du Canada du mercredi 22 septembre 1971, en conformité de l'article 7 de la *Loi sur les règlements*, chapitre R-5, S.R.C., 1970.

Rapport du Comité consultatif de l'assurance-chômage pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité des articles 89(1) et 90(2) de la *Loi sur l'assurance-chômage*, chapitre U-2, S.R.C., 1970.

Copies d'une lettre, en date du 21 septembre 1971, adressée par le premier ministre du Canada, à M. André Raynauld, professeur à l'université de Montréal, relativement à sa nomination au poste de président du Conseil économique du Canada.

Rapport de l'Office canadien du poisson salé, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 32 de la *Loi sur le poisson salé*, chapitre 37 (1^{er} supplément), et l'article 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Copies d'un exposé des conséquences d'avoir inclus des filés de coton à la liste de marchandises d'importation contrôlée sous l'égide de l'article 5 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, chapitre E-17, S.R.C., 1970.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Langlois propose, appuyé par l'honorable sénateur Martin, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce ait le pouvoir de siéger durant la séance du

Sénat de demain jeudi, le 30 septembre 1971, et que l'article 76(4) du Règlement soit suspendu à cet égard.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Aird attirant l'attention du Sénat sur les récentes activités du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères concernant la région du Pacifique,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Thompson attirant l'attention du Sénat sur le rapport rédigé pour le ministre responsable du logement intitulé: «Le Canada urbain: Ses problèmes et ses perspectives», déposé au Sénat le mardi 9 mars 1971,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Benidickson, C.P., appuyé par l'honorable sénateur Cameron, tendant à la deuxième lecture du Bill S-17, intitulé: «Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions»,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé au jeudi 14 octobre 1971.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Desruisseaux, attirant l'attention du Sénat sur l'industrie du film,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Cameron, appuyé par l'honorable sénateur Boucher,

Que le Comité sénatorial permanent des finances nationales soit autorisé à examiner le rapport d'Air Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1970, déposé au Sénat le lundi 5 avril 1971, et à faire rapport,

Il est—

Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Martin, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Langlois,

Que le Sénat s'ajourne maintenant.

La motion, mise aux voix, est adoptée.